

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 17 juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAARSTAHL-ASCOVAL SAINT-SAULVE**

SAARSTAHL ASCOVAL - Aciérie  
Zone industrielle n 4 - rue du Galibot - BP 10  
59880 Saint-Saulve

Références : V2.2024.143  
Code AIOT : 0007002398

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2024 dans l'établissement SAARSTAHL-ASCOVAL SAINT-SAULVE implanté Zone industrielle BP 10 59880 Saint-Saulve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de modifications de la situation administrative possibles en raison de l'évolution des conditions d'exploitation du site et de ses capacités.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAARSTAHL-ASCOVAL SAINT-SAULVE
- Zone industrielle BP 10 59880 Saint-Saulve
- Code AIOT : 0007002398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

L'aciérie de Saint-Saulve se présente comme un outil industriel moderne et de haute technologie. Le site a bénéficié d'investissements de plus de 150 M€ au cours de la dernière décennie (en particulier, nouvelle coulée continue et nouveau four électrique).

L'usine produit plusieurs diamètres et sections, compris entre 180 mm et 325 mm, en aciers carbone et alliés. L'usine réalise également des produits forgés de diamètre compris entre 140 et 220 mm. Le site emploie environ 300 personnes.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 22/10/2013 et arrêté préfectoral complémentaire du 24/02/2016 pour les rubriques principales 2545, 2551, 2560, 2713, 2910, 2921 et 3220 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce site relève de la directive IED.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 2	Sans objet
2	Prévention des nuisances sonores et vibrations	Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 6.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités du site, ses capacités et ses conditions d'exploitation ont évolué. Ces modifications doivent être portées à la connaissance du préfet dans les meilleurs délais avec tous les éléments d'appréciation.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Classement des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement des installations			
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau de l'article 1-2-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2013 est remplacé par :			
Rubrique	Désignation des activités	Description des activités	Classement
3220	Production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris par coulée continue, avec une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure	94 t/h	A
2545	Acier, fer, fonte, ferro-alliages (Fabrication d'), à l'exclusion de la fabrication de ferro-alliages au four électrique lorsque la puissance du (des) four(s) susceptibles de fonctionner simultanément est inférieure à 100 kW	Un four électrique de 110 MVA soit <b>88MW</b>	A
2551-1	Fonderie (Fabrication de produits moulés) de métaux et alliages ferreux. La capacité de production étant : 1. supérieure à 10 t/j	Augmentation de la capacité à <b>2 250 t/j</b>	A
2560-1	Métaux et alliages (Travail mécanique des), la	Atelier d'entretien : 350 kW,	E

	puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant 1. supérieure à 1000 kW	Forge : 1,2 MW Soit un total de <b>1550 kW</b>	
2713-1	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</b> La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1000 m <sup>2</sup>	Un parc à ferrailles de <b>12700 m<sup>2</sup></b>	E
2910-A-1	<b>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</b>  A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :  1. Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW	5 unités de préchauffage des poches de coulée : 11,3 MW Préchauffage du répartiteur de la CCC : 3,95 MW (2*1977 kW) Séchage du répartiteur de la CCC : 1,997 MW Séchage des bétons de sécurité des répartiteurs : 0,9 MW Etuvage des répartiteurs : 1745 kW Chaudière du poste VD/VOD : 2 x 5,9 = 11.8 MW 4 groupes électrogènes de secours : 5,9 MW  Soit une puissance totale de <b>37,6 MW</b>	E
2921-a	<b>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) :</b> a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Circuit Four/Forge : 6 TAR d'une puissance totale de 42 900 kW Circuit WTP (VD/VOD) : 3 TAR d'une puissance totale de 12 000 kW Circuit V1 (CCC) : 2 TAR d'une puissance totale de 4 650 kW Circuit VS3 (CCC) : 3 TAR d'une Puissance totale de 17 790 kW  Soit une puissance totale de 77 340 kW	E
1185-2-a	<b>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</b> 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Equipements de climatisation d'une contenance totale de <b>900 kg</b>	D
1414-3	<b>Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés</b>	Installation de remplissage des chariots élévateurs (propane)	D

	3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)		
2561	<b>Métaux et alliages (Trempe, recuit ou revenu)</b>	Four de traitement thermique de 10,8 MW, Four de réchauffage : 10 brûleurs de 834 kW et 10 brûleurs de 1 à 9 kW soit un total de 18,53 MW Soit un total de 29,33 MW	<b>D</b>
2714-2	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Stockage de broyats de pneumatiques usagés d'un volume de <b>500 m3</b>	<b>D</b>
4734-2-c	<b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	1 cuve de gazole non routier aérienne de 50 m3 pour la distribution du fioul des engins soit 42,5 t, 1 cuve de gazole non routier aérienne de 5 m3 pour le groupe diesel de secours de la CCC soit 4,2 t, 3 cuves de gazole non routier aériennes de 3 m3 pour le groupe diesel de secours du four électrique et des stations des eaux soit 2,5 t , Soit une <b>quantité totale de 50,2t.</b>	<b>D</b>
4801-2	<b>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 500 t 2. supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Charbon pour enfournement : 120 t Charbon pour laitier moussant : 165 t Charbon de recarburation : 145 t Soit un total de <b>430 t</b>	<b>D</b>

### Constats :

Lors de cette visite d'inspection, l'exploitant a présenté un contexte général favorable pour l'activité de l'aciérie dont les volumes de production ont fortement augmenté en 2023 pour atteindre 352 000 tonnes et devraient encore progresser en 2024.

Dans ce cadre les installations tournent maintenant avec 5 équipes, 7 jours sur 7.

Le site emploie actuellement 340 personnes.

Dans ce cadre d'augmentation de l'activité, l'exploitant a pour projet :

- le renouvellement du banc de découpage de ferraille par torche au gaz pour la mise à dimension des métaux avant leur mise en poche pour être fondus ;
- la mise en place d'une unité de cassage de rails de chemin de fer récupérés pour remplacer une unité mobile thermique louée périodiquement par une unité fixe électrique.

### 1. Banc de découpage au gaz

Le banc de découpage au gaz viendrait remplacer le banc actuel qui est fixe par un dispositif mobile pour travailler sur 2 bancs afin d'améliorer la productivité du découpage.

Ce nouveau dispositif devrait également diminuer les traits de découpe et donc la perte de matière.

En outre, la présentation indique que ce nouveau projet devrait capter mieux les fumées émises qui seront traitées par la mise en place d'une nouvelle cheminée spécifique munie de filtres à manches, la captation de l'ancienne unité de découpage étant reliée au circuit secondaire.

A noter également la présence à proximité d'un poste de découpe au gaz manuel pour certaines pièces de dimensions plus imposantes. Ce poste est en mauvais état, en particulier les bavettes de capotage nécessaires pour le bon fonctionnement du dispositif d'aspiration des fumées vers le circuit secondaire.

#### **Avis de l'inspection :**

**Pour rappel, l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (APA) du 22/10/2013, « toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet du Nord avec tous les éléments d'appréciation. »**

**A ce stade de la présentation du projet, l'inspection ne peut se prononcer pleinement sur cette modification et sur les impacts liés à l'exploitation de ce nouveau banc de découpage gaz.**

**Le dossier de porter-à-connaissance, comprenant tous les éléments d'appréciation, devra notamment démontrer que l'exploitation de la nouvelle installation ne conduit pas à une augmentation des flux globaux des rejets atmosphériques du site ou à une augmentation des nuisances sonores actuelles.**

**L'atelier de découpe manuel au gaz doit également être remplacé ou remis en état pour canaliser les rejets atmosphériques vers le nouveau dispositif de traitement des rejets du poste de découpage au gaz.**

### 2. Unité de cassage de rails

L'exploitant a ensuite évoqué la production de rails de chemin de fers dans le groupe à partir des blooms produits sur site ainsi que la récupération de rails usagés destinés à alimenter l'aciérie après mise à dimension au moyen d'une unité de cassage de rails fonctionnant par vérins.

Sur place, il a été constaté le fonctionnement de l'unité de cassage de rail mobile en location. Cette activité n'a pas été portée à la connaissance du préfet.

Le projet de l'exploitant est d'installer, en remplacement de l'unité mobile, une unité fixe et de capoter les installations pour minimiser les nuisances sonores relativement importantes de ce procédé.

L'exploitant a évoqué un calendrier de réalisation rapproché avec un début des travaux de génie civil courant août 2024 pour un démarrage de l'installation en janvier 2025.

#### **Avis de l'inspection :**

**Concernant cette installation, l'inspection demande à l'exploitant de statuer sur le classement**

potentiel de l'installation au titre de la rubrique 2791 :

*"Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971*

**La quantité de déchets traités étant :**

**1- Supérieure ou égale à 10 t/j (A-2)**

**2- Inférieure à 10 t/j (DC) »**

L'exploitant pourra utilement consulter la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement des déchets du 27/04/2022 pour établir sa demande et porter les modifications de ses installations à la connaissance du préfet du Nord.

Lors de la présentation de l'exploitant, il a indiqué que la conjoncture économique avait évolué positivement et que les perspectives de production étaient à la hausse. L'inspection rappelle à l'exploitant que les capacités maximales autorisées de l'aciérie de Saint-Saulve sont de 94 t/h.

**Avis de l'inspection :**

Toute augmentation de capacité des installations qui dépasserait le seuil de la rubrique 3220 de 2,5 t/h est soumise à évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe au R.122-2 :  
a) Installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement.

L'inspection demande à l'exploitant d'être vigilant aux seuils autorisés dans un contexte général d'augmentation de ses capacités horaires de production.

Le cas échéant, il convient d'envisager le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale unique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Prévention des nuisances sonores et vibrations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 6.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, prévention des nuisances sonores

**Prescription contrôlée :**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne et solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation du bruit émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relatives aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

**Constats :**

Au cours de la présentation, le bureau d'études et conseils a indiqué que l'exploitant n'était pas soumis aux prescriptions de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié concernant les nuisances sonores au motif que les installations avaient été autorisées avant 1997.

Cette lecture de la réglementation est fautive.

En effet, en plus de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2013 qui prescrit le respect des dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié, l'article 1er de ce même arrêté dispose :

"Le présent arrêté fixe les dispositions relatives aux émissions sonores des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, à l'exclusion :

- des élevages de veaux de boucherie et/ou de bovins, des élevages de vaches laitières et/ou mixtes et des porcheries de plus de 450 porcs visés par les arrêtés du 29 février 1992, ainsi que les élevages de volailles et/ou de gibiers à plumes visés par l'arrêté du 13 juin 1994 ;
- des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980 mentionnées par l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Ces dispositions sont applicables aux installations nouvelles, dont l'arrêté d'autorisation interviendra postérieurement au 1er juillet 1997, ainsi qu'aux installations existantes faisant l'objet d'une modification autorisée postérieurement à cette même date.**

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, les dispositions du présent arrêté sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés au premier alinéa de l'article 4."

**Avis de l'inspection :**

**Les installations ont fait l'objet d'une nouvelle autorisation en 2013 : les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont pleinement applicables. Il convient d'intégrer le respect de cet arrêté dans le cadre des projets de modification des installations.**

**Type de suites proposées :** Sans suite